



# COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE

Séance du 20 mars 2018

## DELIBERATION N° CFVU 27-SFP-016

RESULTAT DU VOTE  
Nombre de votants : 30  
Voix favorables : 30

***relative au régime des études et contrôle des connaissances du Master 2<sup>ème</sup> année  
domaine Droit, Economie, Gestion, mention Droit public, parcours type Droit public des affaires,  
Année universitaire 2018-2019***

- Vu le code de l'éducation, et notamment :
  - L'article L612-6-1 relatif à l'accès à la deuxième année du deuxième cycle conduisant au diplôme national de master,
  - Les articles L613-3 à L613-6 relatifs à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance des diplômes,
  - son article L.712-6-1 relatif aux compétences de la CFVU,
  - les articles D123-12 à D123-14 relatifs à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur,
  - les articles D613-1 à D613-13 relatifs aux grades, titres et diplômes,
  - les articles D613-17 à D613-25 relatifs aux diplômes en partenariat international,
  - les articles D613-26 à D613-30 relatifs aux étudiants handicapés,
  - les articles R613-32 à R613-37 relatifs à la validation des études supérieures antérieures et validation des acquis de l'expérience,
  - les articles D613-38 à D613-50 relatifs à la validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur,
- Vu l'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme de master,
- Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master,
- Vu l'arrêté d'accréditation du 23 mai 2016 autorisant l'Université à délivrer le diplôme de Master Droit, Economie, Gestion, mention Droit public,
- Vu la décision du CA du 23 novembre 2004 relative au statut de l'élue étudiant,
- Vu la charte des examens en vigueur,
- Vu les avis du conseil de Faculté de Droit et de Science Politique en date du 13 février 2018,

**La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, décide :**

***Les règles relatives au régime des études et contrôle des connaissances du Master 2<sup>ème</sup> année domaine Droit, Economie, Gestion, mention Droit public, parcours type Droit public des affaires sont fixées comme suit,***

## **TITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **ARTICLE 1. Objectifs de la formation**

1.1 - Le Master Droit, Économie, Gestion, mention Droit public, parcours type Droit public des affaires est une formation universitaire permettant aux étudiants d'acquérir des connaissances et des compétences dans les domaines des réglementations sectorielles (*droit public du marché*) et des politiques et stratégies d'achat public (*droit des marchés publics*). Elle vise à former des juristes « réglementaristes », capables de d'évoluer dans les secteurs ou activités réglementées (industries des secteurs des transports, de la communication, de l'énergie, de la pharmacie notamment) ou dans leur périphérie (consultants, avocats, magistrats, juriste d'entreprise, collaborateur d'un organe de régulation) et spécialistes des procédures d'achat public ou privé, sur appel d'offre (connaissance des règles, approche stratégique et montages contractuels, choix et déroulement des procédures, rédaction des documents contractuels, suivi de l'exécution du contrat et incidents, gestion des situations conflictuelles et des contentieux, en qualité de conseil extérieur ou d'agent public)

### **ARTICLE 2. Accès de plein droit**

2.1 - Ont vocation à être admis en Master 2 Droit, Economie, Gestion, mention Droit public, parcours type Droit public des affaires, les étudiants ayant validé 60 crédits au titre de la première année du Master mention Droit public, ou d'un autre Master de droit, d'un diplôme jugé équivalent ou au titre de la mobilité internationale.

2.2 - Dans tous les cas, y compris ceux visés à l'article 3 ci-après, l'admission en Master 2 est effectuée au vu de l'ensemble du dossier universitaire et/ou professionnel du candidat ainsi que d'une lettre de motivation. L'admission est subordonnée à l'acquisition de certains prérequis (qualité du cursus, notamment en droit public, stages ou mémoires, projet professionnel).

### **ARTICLE 3. Autres possibilités d'accès**

3.1 - Ce diplôme est également ouvert aux personnes ayant bénéficié soit d'une validation partielle des acquis de l'expérience, soit d'une validation des études supérieures accomplies en France ou à l'étranger, soit d'une validation des études, des expériences professionnelles ou des acquis personnels dans le domaine.

### **ARTICLE 4. Redoublement**

4.1 - Le redoublement n'est pas autorisé, sauf dérogation accordée par le jury d'examen.

### **ARTICLE 5. Mobilité internationale**

5.1 - Les dispositions favorisant la mobilité internationale des étudiants sont applicables aux étudiants du Master Droit, Économie, Gestion, mention Droit public, parcours type Droit public des affaires, selon la procédure prévue par l'arrêté du Président de l'Université Toulouse 1 Capitole en date du 10 octobre 2011 relatif à la mobilité internationale.

## **TITRE II - ENSEIGNEMENTS**

### **ARTICLE 6. Organisation de la formation**

6.1 - Le master 2 Droit, Économie, Gestion, mention Droit public, parcours type Droit public des affaires, est organisée sur deux semestres : un semestre de mise à niveau des connaissances de base ou d'acquisition de savoir-faire professionnels dans les deux filières précédemment évoquées (droit public du marché et droit des marchés publics) et un semestre d'approfondissement (séminaires spécialisés, stage ou mémoire). L'année universitaire est composée d'unités d'enseignement (UE) donnant droit à des crédits (ECTS). Le premier semestre comprend 2 unités d'enseignement, le second semestre, 2 unités d'enseignement, totalisant respectivement 35 et 25 crédits. Le contenu des UE et les modalités de contrôle des connaissances sont explicités en annexe du présent document.

### **ARTICLE 7. Voie professionnelle et voie recherche**

7.1 – Le master 2 Droit, Économie, Gestion, mention Droit public, parcours type Droit public des affaires, offre aux étudiants la faculté de choisir entre deux parcours selon leur projet professionnel : la voie professionnelle et la voie recherche. Les UE 1 (Droit public du marché), 2 (Droit des marchés publics) et 3 (Séminaires communs) sont communes aux deux parcours. A l'entrée de l'UE4 du semestre 4, l'étudiant confirme son choix entre la voie professionnelle, la voie recherche.

7.2 - Pour la voie professionnelle, l'étudiant effectue un stage d'une durée minimale de 3 mois dont la finalité est la mise en pratique des enseignements reçus à l'université et un premier contact avec la vie professionnelle. Ce stage - d'une durée de 3 mois minimum - donne lieu à la rédaction d'un rapport de stage dont la note obtenue est prise en compte pour l'admission au diplôme. L'évaluation des rapports de stage - et du stage - est réalisée de manière conjointe par le responsable du stage en entreprise ou en administration et l'un des enseignants-chercheurs de l'équipe enseignante du master, enseignant-chercheur référent pour le stage. Le rapport de stage peut donner lieu à soutenance publique devant un jury composé du responsable du stage en entreprise ou en administration et de l'enseignant-chercheur référent.

7.3 - Pour la voie recherche, l'étudiant rédige un mémoire de recherche, sous la direction de l'un des enseignants du master, habilité à diriger des recherches. Le mémoire donne lieu à soutenance publique devant un jury composé au minimum de deux enseignants-chercheurs de l'équipe enseignante du master. Le succès à l'examen permet de s'inscrire en Doctorat après acceptation du sujet par le directeur de thèse, un avis favorable du directeur de l'équipe d'accueil, du directeur de l'Ecole doctorale et sur autorisation du président de l'université.

## **TITRE III - MODALITÉS DE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES**

### **ARTICLE 8. Organisation des examens**

8.1 - Il existe une session d'examen et une session de rattrapage pour le semestre 3, et une session unique pour le semestre 4 dont les dates sont arrêtées en début d'année par l'établissement. Aucun examen ne peut avoir lieu en dehors des dates définies pour l'organisation de ces sessions.

## **ARTICLE 9. Modalités d'organisation de la première session**

9.1 - Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont évaluées de la manière suivante :

- Les enseignements des UE1, UE2 et UE3 donnent lieu à un contrôle continu. La note attribuée dans le cadre d'un contrôle continu résulte d'une ou plusieurs épreuves qui peuvent être réalisées sous forme d'épreuve écrite, orale, de projet ou de travaux de groupe, à la discrétion de chaque enseignant.
- Un examen a lieu à la fin du 1<sup>er</sup> semestre. Il est organisé en deux épreuves écrites : l'une de 5 heures porte sur l'ensemble des matières enseignées dans le cadre du master et d'une manière générale, sur l'ensemble des disciplines couvertes par le Droit public des affaires et l'autre de 3 heures porte sur l'une des matières des UE2, tirée au sort. L'épreuve de 5 heures est une épreuve de réflexion, généralement sur dossier. L'épreuve de 3 heures est une épreuve de contrôle des connaissances.
- L'UE4 donne lieu à une note de stage ou de mémoire ainsi que précédemment indiqué.

Toute absence injustifiée à l'examen écrit est sanctionnée par la note 0.

Les justificatifs d'absence à une épreuve doivent parvenir à la scolarité dans les 10 jours calendaires qui suivent la fin de la session d'examen.

## **ARTICLE 10. Modalités d'organisation de la session de rattrapage**

10.1 - Les unités d'enseignement non validées du premier semestre donnent lieu à une session de rattrapage.

10.2 – L'étudiant ajourné à la session 1 conservera pour la session de rattrapage uniquement, pour les UE non validées du semestre 3, les notes des épreuves où il a obtenu une note égale ou supérieure à la moyenne ainsi que la note obtenue lors de l'évaluation par contrôle continu.

10.3 – Dans l'hypothèse où il n'aura pas pu être présent à l'épreuve de contrôle continu, s'il n'y en a qu'une, ou à toutes les épreuves s'il y en a plusieurs, il sera déclaré absent. Dans ce cas, il sollicitera par écrit le service de la scolarité au plus tard dans les 10 jours calendaires suivant la fin des épreuves du semestre concerné, en joignant les justificatifs d'absence, afin de demander au Président du jury d'examen à bénéficier d'une possibilité de rattrapage. Cette dernière prendra la forme, dans le calendrier de la session de rattrapage, d'une interrogation orale avec l'enseignant de la matière soumise à contrôle continu.

## **ARTICLE 11. Bonifications**

11.1 - Les enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont listés en annexe du présent arrêté.

Pour chaque semestre, l'ensemble des bonifications dont bénéficie l'étudiant est plafonné à 3,33% du total des points du semestre.

Les notes obtenues dans chacun des enseignements participant à la bonification sont notées sur 20. Seuls les points supérieurs à 10 de chacune des notes sont pris en compte et cumulés, sans que la note finale de bonification puisse excéder 20/20.

11.2 - Les modalités d'évaluation des enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont communiquées par le service ou par l'enseignant en charge de leur organisation.

11.3 - La bonification est valable au titre de l'année universitaire en cours.

## TITRE IV - VALIDATION ET ADMISSION

### ARTICLE 12. Condition de validation des unités et des semestres

#### ARTICLE 13.

13.1 - Les unités d'enseignement sont validées isolément ou par compensation.

► Isolément :

Une unité est définitivement acquise et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne.

► Par compensation :

Le semestre est validé sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des unités qui le composent plus le cas échéant des bonifications dues aux matières facultatives, soit un total de 350/700 points pour le semestre 3 et 250/500 points pour le semestre 4 ; dans ce cas, les unités où le candidat n'a pas obtenu la moyenne sont validées par compensation et les ECTS correspondant à l'unité sont acquis.

12.2 - Les semestres sont validés isolément sans compensation :

► Isolément :

Un semestre est définitivement acquis et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne soit un total de 350/700 points pour le semestre 3 et 250/500 points pour le semestre 4. La validation des semestres 3 et 4 emporte respectivement l'acquisition de 35 et 25 crédits européens correspondants (ECTS).

### ARTICLE 14. Conditions d'attribution d'une mention

14.1 - L'obtention du semestre donne lieu à l'une des mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

### ARTICLE 15. Délivrance du diplôme

15.1 - Pour être déclaré admis au diplôme, le candidat doit être admis au semestre 3 et au semestre 4. Le jury de diplôme peut octroyer des points de jury. L'obtention du diplôme de master donne lieu aux mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99

- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

Toulouse, le 24 août 2018,

**Corinne MASCALA**

Présidente de la Commission de la Formation et de la Vie  
Universitaire



PJ : annexes

## Annexe 1 Master 2 mention Droit public parcours-type Droit public des affaires année 2018-2019

Semestre 3	Enseignements	Statut	Crédits	Heures CM	Modalités d'évaluation	Points CM	Total Points Enseignement
UE1 Droit public des marchés	Organisation des marchés	Obligatoire	20	15	Contrôle continu sur toutes les matières sauf pour séminaire Droit et conformité+ une épreuve écrite de 5 heures sur l'ensemble des matières enseignées	Contrôle continue sur 40 points + épreuve de 5 heures sur 200	400
	Politiques de libéralisation et ouverture à la concurrence	Obligatoire		15			
	Personnes publiques, concurrence et protection du consommateur	Obligatoire		15			
	Marchés et commerce international	Obligatoire		15			
	Politiques fiscales et marchés	Obligatoire		15			
	Séminaire Droit et conformité	Obligatoire		40			
UE2 Droit des marchés publics	Droit et pratiques des contrats et marchés publics	Obligatoire	15	10	Contrôle continu sur chaque cours + une épreuve écrite de 3 heures sur une matière tirée au sort.	Contrôle continue sur 40 points + épreuve de 3 heures sur 100	300
	Droit et pratiques des procédures d'appels d'offre nationales et internationales	Obligatoire		10			
	Droit et pratiques des infractions commises par les personnes et décideurs publics	Obligatoire		15			
	Droit et pratiques des marchés complexes et partenariats publics-privés	Obligatoire		15			
	Droit et Pratiques des contentieux contractuels publics	Obligatoire		15			
Bonification		Facultatif				3.33% du total des points du semestre	
Total semestre 3			35	180			700

Semestre 4	Enseignements	Statut	Crédits	Heures CM	Modalités d'évaluation	Points CM	Total Points Enseignement
UE3 Séminaires communs	Séminaire thématique ( <i>Choix de thèmes en droit économique comparé, européen ou international</i> )	Obligatoire	8	15	Contrôle continu sur chaque cours	40	160
	Séminaires d'approfondissement ( <i>Travail sur dossiers, Etudes de cas, Analyse de textes</i> )	Obligatoire		20		40	
	Conférences de méthode ( <i>Parcours Professionnel et Parcours Recherche</i> )	Obligatoire		15		40	
	Séminaires et conférences spécifiques			20		40	
UE4	Voie professionnelle	A choix 1/2	17		Rapport de stage	18	340
	Voie recherche	A choix 1/2			Mémoire		
Bonification						3.33% du total des points du semestre	
TOTAL semestre 4			25	70			500
TOTAL Année			60	250			1200





## **Annexe : Activités facultatives donnant lieu à bonification**

- Éducation physique et sportive
- Participation à l'orchestre de l'Université
- Participation à l'un des concours de la liste ci-dessous



<b>Liste des concours soumis à bonification</b>
---

Les étudiants participant aux concours ci-dessous peuvent obtenir une bonification dès lors qu'ils ont été sélectionnés par une instance organisatrice du concours auquel ils participent :

- 1) Concours interaméricain des droits de l'homme
- 2) Concours Charles Rousseau
- 3) JESSUP
- 4) Concours René Cassin
- 5) Concours de plaidoirie Willem
- 6) Concours de plaidoirie en propriété intellectuelle CN2PI
- 7) Concours Georges Vedel
- 8) 24h du droit de la santé
- 9) Prix Jean-Louis Magnan (ARNU)
- 10) Concours d'arbitrage de ScPo Paris
- 11) Concours Claude Lombois droit international
- 12) Concours droit Pictet Croix Rouge Française
- 13) Concours international d'Arbitrage Francophone de Montpellier
- 14) Concours de la SACEM (droit d'auteur)
- 15) Prix du meilleur jeune auteur en droit du travail
- 16) Trophée du meilleur jeune juriste de droit du travail
- 17) Concours du CNEPN (droit notarial)
- 18) Trophée du meilleur jeune fiscaliste (Ernst & Young)
- 19) European Human Rights Moot Court Competition
- 20) Frankfurt Investment Arbitration Court Moot
- 21) Concours Lysias
- 22) Concours national d'éloquence
- 23) Paris International Model United Nations (PIMUN)
- 24) Digital Law Moot Court Competition
- 25) As de la plaidoirie (seulement à partir de la demi-finale)
- 26) Prix juridique Internet et media